A 136

Dépot au Greffe le :

25 JAN. 2001
TRIBUNAL de COMMERCE
de MACON

MARPAUL

Société anonyme au capital de 345.600 Euros
Siège social : ZI de Chauffailles

71170 CHAUFFAILLES

382 601 375 R.C.S. CHAROLLES
N° SIRET : 382 601 375 00019

2000 B 770

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE REUNIE EXTRAORDINAIREMENT
LE 3 JANVIER 2001

Le 3 janvier 2001 à 10 heures, les actionnaires de la société « MARPAUL », société anonyme au capital de 345.600 Euros, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire réunie Extraordinairement au siège social, sur la convocation faite par le Conseil d'Administration, suivant lettre recommandée adressée à chacun d'eux le 15 décembre 2000.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Jean-Pierre POINSONNET.

Madame Noelle POINSONNET et Monsieur Rodolf POINSONNET, les deux actionnaires présents et acceptants, représentant le plus grand nombre d'actions, sont appelés comme scrutateurs.

Les membres du bureau désignent Monsieur Bertrand POINSONNET, en qualité de Secrétaire.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, ainsi constitué, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés, possèdent plus du quart des actions ayant le droit de vote comme totalisant actions auxquelles sont attachées voix sur les 21.600 actions ayant le droit de vote et composant le capital social.

En conséquence, l'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Monsieur Jean-Pierre POINSONNET dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- un exemplaire de la lettre de convocation appuyée des récépissés de la poste en constatant l'envoi à chaque actionnaire ;

- la copie de la lettre recommandée avec avis de réception adressée au Commissaire aux Comptes ;

- la feuille de présence ;

- les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires ;

- le rapport du Conseil d'Administration ;

- le projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée.

Puis, Monsieur Jean-Pierre POINSONNET déclare que les documents et renseignements prévus par la loi du 24 Juillet 1966 et le décret du 23 Mars 1967 ont été tenus à la disposition des actionnaires dans les délais légaux et que ces documents ont été adressés dans ces mêmes délais à ceux des actionnaires répondant aux conditions réglementaires, qui en avaient fait la demande.

Monsieur Jean-Pierre POINSONNET rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Démission et remplacement de quatre Administrateurs.

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Monsieur Jean-Pierre POINSONNET fait part à l'Assemblée de l'intention des membres du Conseil d'Administration de démissionner de leurs fonctions d'Administrateur à compter de ce jour.

L'Assemblée remercie :

- Monsieur Jean-Pierre POINSONNET
- Madame Noëlle POINSONNET
- Monsieur Bertrand POINSONNET
- Monsieur Rodolf POINSONNET

pour les fonctions qu'ils ont bien voulu assumer jusqu'à ce jour.

Puis, Monsieur Jean-Pierre POINSONNET donne lecture du rapport du Conseil d'Administration exposant les propositions de nomination aux fonctions d'Administrateur.

Enfin, Monsieur Jean-Pierre POINSONNET déclare la discussion ouverte.

Aucune observation n'étant échangée et personne ne demandant plus la parole, Monsieur Jean-Pierre POINSONNET met successivement aux voix les résolutions suivantes à l'ordre du jour sus-rappelé.

PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, nomme comme Administrateur Monsieur Jean-Philippe PELLETIER en remplacement de Monsieur Jean-Pierre POINSONNET, démissionnaire.

En conséquence et conformément aux dispositions statutaires, Monsieur Jean-Philippe PELLETIER exercera ces fonctions pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Jean-Philippe PELLETIER, introduit en séance, déclare accepter ces fonctions.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, nomme comme Administrateur Monsieur Jean-Michel BERGIER en remplacement de Madame Noëlle POINSONNET, démissionnaire.

En conséquence et conformément aux dispositions statutaires, Monsieur Jean-Michel BERGIER exercera ces fonctions pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Jean-Michel BERGIER, introduit en séance, déclare accepter ces fonctions.

TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, nomme comme Administrateur Monsieur Jean-Claude DEVILLERS en remplacement de Monsieur Bertrand POINSONNET, démissionnaire.

En conséquence et conformément aux dispositions statutaires, Monsieur Jean-Claude DEVILLERS exercera ces fonctions pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Jean-Claude DEVILLERS, introduit en séance, déclare accepter ces fonctions.

QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, nomme comme Administrateur Madame Catherine BOUCAUD en remplacement de Monsieur Rodolf POINSONNET, démissionnaire.

En conséquence et conformément aux dispositions statutaires, Madame Catherine BOUCAUD exercera ces fonctions pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Madame Catherine BOUCAUD, introduit en séance, déclare accepter ces fonctions.

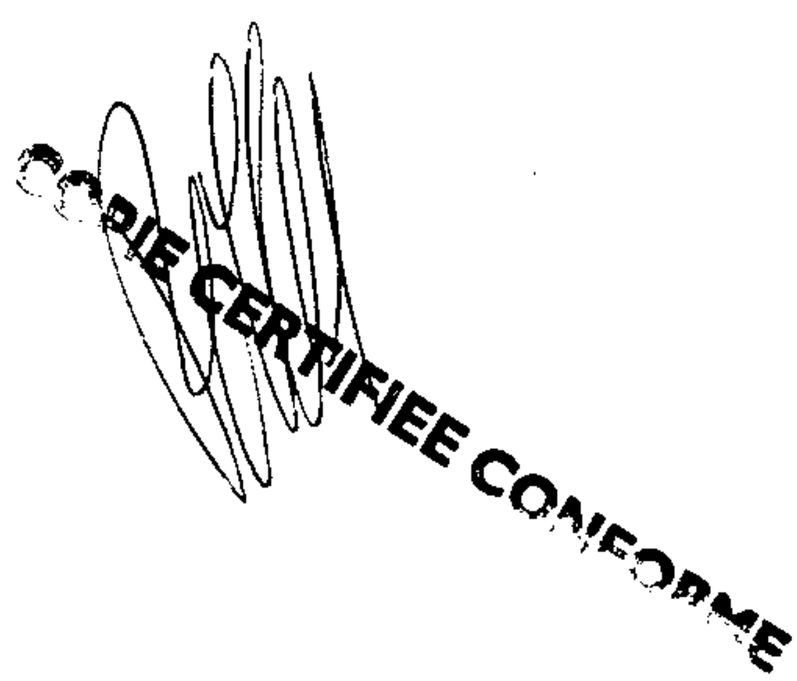
CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal constatant ses délibérations en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, Monsieur Jean-Pierre POINSONNET déclare la séance levée à 11 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les membres du bureau après lecture.



Dépot au Greffe le :

25 JAN. 2001
TRIBUNAL de COMMERCE
de MACON

MARPAUL

Société Anonyme au capital de 345.600 Euros
Siège social : ZI de Chauffailles

71170 CHAUFFAILLES

382 601 375 R.C.S. CHAROLLES
N° SIRET : 382 601 375 00019

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 3 JANVIER 2001

Le 3 janvier 2001 à 15 heures, les Actionnaires de la société « MARPAUL » société anonyme au capital de 345.600 Euros, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur la convocation régulièrement faite par le Conseil d'Administration suivant lettre recommandée en date du 15 décembre 2000.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance.

Monsieur Jean-Philippe PELLETIER, Président du Conseil d'Administration, préside l'Assemblée.

Monsieur Jean-Michel BERGIER et Monsieur Jean-Claude DEVILLERS, les deux actionnaires présents et acceptants, représentant le plus grand nombre d'actions, sont appelés comme scrutateurs.

Les membres du bureau désignent Madame Catherine BOUCAUD, en qualité de Secrétaire.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, ainsi constitué, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés, possèdent plus du tiers des actions ayant le droit de vote comme totalisant actions auxquelles sont attachées voix sur les 21.600 actions ayant le droit de vote et composant le capital social.

En conséquence, l'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose devant l'Assemblée et met à la disposition des actionnaires :

- les copies des lettres de convocation et les récépissés postaux ;
- la feuille de présence ;
- le texte des résolutions ;
- les statuts de la société ;
- le rapport du Conseil d'Administration.

Puis, le Président déclare que les documents et renseignements prévus par la loi du 24 Juillet 1966 et le décret du 23 Mars 1967 ont été tenus à la disposition des actionnaires dans les délais légaux.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Modification de l'objet social de la société
- Modification des modalités de transmission des actions
- Modification des conditions d'admission aux Assemblées Générales
- Modification de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

- Modification du droit de communication des actionnaires
- Modification des règles d'affectation des résultats
- Reprise des conditions particulières existant dans nos statuts actuels
- Refonte complète des statuts pour leurs mise en harmonie avec les modifications ci-dessus visées et les textes légaux en vigueurs.
- Pouvoirs

Puis, le Président donne lecture du rapport du Conseil d'Administration.

Enfin, le Président déclare la discussion ouverte.

Aucune observation n'étant échangée et personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale sur la proposition du Conseil d'Administration décide de modifier entièrement l'objet social de la société comme suit :

La société a pour objet exclusif d'acquérir, de détenir, de gérer directement une participation majoritaire dans la société BALMO, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CHAROLLES qui exploite au lieu de son siège social un fonds de commerce sous l'enseigne INTERMARCHE et, dans ce cadre, de réaliser toutes études, recherches et actions dans le domaine de la gestion, de l'assistance et du conseil à cette société et par suite de procéder à l'acquisition, la vente, la location, la mise au point de tout matériel notamment informatique ainsi que de programmes, logiciels, et procédés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité .

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide de modifier les modalités de transmission des actions en prévoyant notamment l'extension de l'agrément préalable du Conseil d'Administration visé à l'article 11 de nos statuts actuels aux cessions ou transmissions de droits démembrés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide :

- que le nu-propriétaire et l'usufruitier ont, chacun, le droit d'assister à toutes les assemblées générales de la société quelque soit leur nature.

- que le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires ou spéciales.

Toutefois, l'usufruitier et le nu-propriétaire pourront déroger à la règle de l'alinéa précédent, sous réserve d'avoir notifié préalablement à la société par lettre recommandée avec accusé de réception, huit jours au moins avant le tenue de l'assemblée, la nouvelle répartition des droits qu'ils auront établie entre eux d'un commun accord.

- qu'en cas de démembrement des titres, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participation aux décisions collectives. A cette fin, ils sont convoqués et participent aux assemblées dans les mêmes conditions que les associés en toute propriété. Ils exercent dans les mêmes conditions leur droit de communication et reçoivent les mêmes informations, notamment en cas de vote par correspondance. Ils prennent part, s'ils le souhaitent, aux discussions qui précèdent le vote et leurs avis sont, le cas échéant, comme celui des autres associés, mentionnés au procès-verbal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de modifier la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui est fixée par l'article 35 de nos statuts actuels, et de prévoir qu'elle est seule habilitée à apporter aux statuts dans toutes leurs dispositions, les modifications acceptées par la loi.

Elle est également seule habilitée à statuer sur les décisions impliquant obligatoirement la modification des statuts savoir entre autre en cas de ;

- cession ou apport du fonds de commerce ou sa mise en location-gérance,
- cession d'une branche d'activité,
- cession de l'immeuble dans lequel nous exploitons notre fonds de commerce, ou du droit au bail de la société,
- cession du contrat de crédit-bail immobilier portant sur l'immeuble dans lequel nous exploitons notre fonds de commerce,
- retrait ou changement de l'enseigne sous laquelle est exploité le fonds de commerce,
- conclusion ou rupture de tout contrat de distribution ou d'approvisionnement,
- acquisition ou cession de toute participation,
- pouvoir et directives de vote à donner au représentant de notre société pour la tenue des assemblées de nos filiales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide d'étendre le droit de communication des actionnaires aux titulaires de droits démembrés, et ce conformément aux dispositions de l'Article L 171 de la Loi du 24 juillet 1966.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide ,d'une part, qu'en cas de distribution de sommes prélevées sur les réserves, ces sommes appartiendront à l'usufruitier, d'autre part, qu'il y a lieu de supprimer la possibilité de distribuer les dividendes en actions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, et comme conséquence des résolutions qui précèdent, décide la refonte générale des statuts selon la rédaction du projet transmis, lu en séance et adopté dans sa totalité, statuts qui demeureront annexés au présent procès-verbal, sans qu'il en résulte la création d'un être moral nouveau.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour effectuer toutes formalités prescrites par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président déclare la séance levée à 16 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les membres du bureau après lecture.

COPIE CERTIFIEE CONFORME

MARPAUL

Société anonyme au capital de 345.600 Euros
Siège social : ZI de Chauffailles

71170 CHAUFFAILLES

382 601 375 R.C.S. CHAROLLES
N° SIRET : 382 601 375 00019

Dépot au Greffe le :

25 JAN. 2001
TRIBUNAL de [illegible]
de [illegible]

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 JANVIER 2001

Le 3 janvier 2001 à la suite de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie Extraordinairement le même jour, les membres du Conseil d'Administration de la société " MARPAUL " se sont réunis.

Sont présents :

- Monsieur Jean-Philippe PELLETIER
- Monsieur Jean-Michel BERGIER
- Monsieur Jean-Claude DEVILLERS
- Madame Catherine BOUCAUD

Le Conseil, réunissant la présence effective de la moitié au moins de ses membres, peut valablement délibérer.

Le procès-verbal de la précédente délibération est lu et adopté sans observation par le Conseil.

NOMINATION DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil, à l'unanimité, décide de nommer Monsieur Jean-Philippe PELLETIER, en qualité de Président du Conseil d'Administration pour la durée de son mandat d'Administrateur.

Monsieur Jean-Philippe PELLETIER déclare accepter ces fonctions.

Monsieur Jean-Philippe PELLETIER déclare en outre qu'il satisfait à la limitation requise par la loi en ce qui concerne le cumul du nombre de sièges de Président du Conseil d'Administration ou de membre de Directoire de Sociétés Anonymes que peut occuper une même personne.

La séance se poursuit sous la présidence de Monsieur Jean-Philippe PELLETIER.

POUVOIRS DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur Jean-Philippe PELLETIER, Président du Conseil d'Administration, assumera sous sa responsabilité la Direction Générale de la société. A ce titre et conformément à la loi, Monsieur Jean-Philippe PELLETIER aura vis à vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour représenter la société, contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social, sans limitation et sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux, sauf en ce qui concerne les cautions, avals ou garanties, qu'il ne pourra donner au nom de la société sans y avoir été préalablement autorisé par le Conseil d'Administration dans les conditions légales et réglementaires.

Le Conseil donne mandat à Monsieur Jean-Philippe PELLETIER à l'effet de faire toutes déclarations et formalités.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 11 heures 30.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les Administrateurs après lecture.

COPIE CERTIFIEE CONFORME

Dépot au Greffe le :

25 JAN. 2001
TRIBUNAL de COMMERCE
de MACON

MARPAUL

Société anonyme au capital de 345.600 Euros
Siège social : ZI de Chauffailles

71170 CHAUFFAILLES

382 601 375 R.C.S. CHAROLLES
N° SIRET : 382 601 375 00019

TEXTE DES STATUTS MODIFIES SUITE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 3 JANVIER 2001

MARPAUL

Société anonyme au capital de 345.600 Euros
Siège social : ZI de Chauffailles

71170 CHAUFFAILLES

382 601 375 R.C.S. CHAROLLES
N° SIRET : 382 601 375 00019

STATUTS

Article 1er - Forme :

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées ou de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme régie par les lois, décrets et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Article 2 - Objet :

La société a pour objet :

La société a pour objet exclusif d'acquérir, de détenir, de gérer directement une participation majoritaire dans la société « BALMO », immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CHAROLLES qui exploite au lieu de son siège social un fonds de commerce sous l'enseigne INTERMARCHE et, dans ce cadre, de réaliser toutes études, recherches et actions dans le domaine de la gestion, de l'assistance et du conseil à cette société et par suite de procéder à l'acquisition, la vente, la location, la mise au point de tout matériel notamment informatique ainsi que de programmes, logiciels, et procédés.

Article 3 - Dénomination sociale :

La dénomination sociale est la suivante : " MARPAUL ".

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale devra toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement et en toutes lettres "Société Anonyme" ou des initiales "SA" et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - Siège social :

Le siège social est fixé : ZI de Chauffailles à CHAUFFAILLES (71170).

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou de l'un des départements limitrophes par simple décision du Conseil d'Administration qui sera soumise à la ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires. Il pourra être transféré partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Article 5 - Durée :

La société aura une durée de quatre-vingt dix-neuf années à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Les actionnaires devront être convoqués un an au moins avant la date d'expiration de la société, en Assemblée Générale Extraordinaire, à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout actionnaire, après avoir vainement mis en demeure la société, pourra demander au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la réunion et la décision ci-dessus prévues.

Article 6 - Apports :

I - Il a été apporté à la société, lors de sa constitution, des apports en numéraire d'un montant de trois cent soixante mille Francs.

II - Suivant augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 juin 1997, il a été incorporé au capital une somme de 720.000 Francs prélevée sur le poste "réserves statutaires ou contractuelles".

III - Suivant augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 décembre 2000, il a été incorporé au capital une somme de 1.080.000 Francs prélevée sur le poste "réserves statutaires ou contractuelles".

III.- Suivant décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 décembre 2000, le capital a été converti en 345.600 euros par prélèvement de la somme de 106.987,392 francs sur le poste « réserves statutaires ou contractuelles»

Article 7 - Capital social :

Le capital social est fixé à la somme de trois cent quarante cinq mille six cents (345.600) Euros.

Il est divisé en vingt un mille six cents (21.600) actions de 16 Euros chacune.

Article 8 - Modification du capital social :

I - Augmentation du capital :

a) Le capital social peut être augmenté soit par des émissions d'actions nouvelles, soit par majoration du montant nominal des actions existantes. Toutefois, l'augmentation par majoration du montant nominal des actions ne peut être décidée qu'avec le consentement unanime des actionnaires à moins qu'elle ne soit réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

b) Les actions nouvelles sont émises, soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

c) L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider une augmentation de capital sur le rapport du Conseil d'Administration mentionnant les indications prescrites par les dispositions réglementaires.

Toutefois, lorsque l'augmentation de capital a lieu par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'Assemblée Générale qui la décide statue aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires.

L'Assemblée Générale peut déléguer au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

d) L'augmentation de capital doit être réalisée dans le délai de cinq ans à dater de l'Assemblée Générale qui l'a décidée et autorisée.

e) Le capital doit être intégralement libéré avant toute émission d'actions nouvelles libérées en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

f) Les actionnaires sont informés de l'émission d'actions nouvelles et de ses modalités dans les conditions prescrites par les dispositions légales et réglementaires. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions en numéraire émises pour réaliser l'augmentation de capital à moins qu'ils ne renoncent à titre individuel à ce droit.

Le délai de souscription est au minimum de dix jours de bourse, sauf faculté de clôture par anticipation dès que l'augmentation de capital est totalement souscrite à titre irréductible, ou qu'elle a été intégralement souscrite après renonciation individuelle des actionnaires qui n'ont pas souscrits.

Si l'Assemblée Générale Extraordinaire a expressément autorisé les souscriptions à titre réductible, les actions non souscrites à titre irréductible sont réparties entre les souscripteurs à titre réductible proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et dans la limite de leurs demandes.

Si les souscriptions, à quelque titre que ce soit, n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, le Conseil d'Administration soit, répartit le solde si l'Assemblée Générale Extraordinaire n'en a pas décidé autrement, soit décide de limiter l'augmentation au montant des souscriptions recueillies si celle-ci atteint au moins les 3/4 de l'augmentation décidée et à la condition que cette faculté ait été prévue lors de l'émission. A défaut l'augmentation de capital n'est pas réalisée.

Dans le cas où l'Assemblée Générale Extraordinaire n'a pas expressément autorisé les souscriptions à titre réductible et si les actions non souscrites à titre irréductible représentent moins de 3 % de l'augmentation de capital, le Conseil d'Administration répartit le solde ou décide de limiter l'augmentation comme dit ci-dessus sinon la souscription doit être ouverte au public.

g) L'Assemblée Générale qui décide de l'augmentation de capital peut supprimer le droit préférentiel de souscription dans les conditions légales au vu des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.

h) En cas d'apports en nature ou de stipulation d'avantages particuliers, un ou plusieurs Commissaires aux Apports sont désignés par décision de Justice à la demande du Président du Conseil d'Administration.

Ces Commissaires apprécient, sous leur responsabilité, la valeur des apports en nature et des avantages particuliers ; leur rapport est tenu au siège social à la disposition des actionnaires huit jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

i) Quant à l'attribution d'actions nouvelles aux actionnaires à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit ainsi conféré est négociable ou cessible. Il appartient au nu-propriétaire sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - Amortissement du capital :

Les bénéfices et réserves autres que les réserves non distribuables et déterminées par la loi, peuvent être affectés à l'amortissement du capital social par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Cet amortissement ne peut être réalisé que par voie de remboursement égal sur chaque action d'une même catégorie et n'entraîne pas la réduction du capital.

Les actions intégralement amorties sont dites "actions de jouissance".

Les actions intégralement ou partiellement amorties perdent, à due concurrence, le droit au premier dividende stipulé ci-après, et en cas de liquidation, au remboursement de la valeur nominale amortie. Pour le surplus, elle conservent tous leurs droits.

III - Réduction de capital :

a) L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires peut aussi autoriser ou décider la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière, que ce soit notamment pour causes de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiel des actions, ou par voie de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, mais en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

Le projet de réduction de capital est communiqué aux Commissaires aux Comptes quarante cinq jours au moins, avant la réunion de l'Assemblée appelée à statuer.

L'Assemblée statue sur rapport des Commissaires aux Comptes, qui font connaître leur appréciation sur les causes et conditions de réduction. La décision de la réalisation de réduction de capital, quelle que soit sa forme, est soumise à publicité au Registre du Commerce et dans un journal d'annonces légales.

b) Les opérations de réduction du capital social ne peuvent commencer pendant le délai d'opposition, ni le cas échéant, avant qu'il ait été statué en première instance sur cette opposition. Opposition peut être faite par le représentant de la masse des obligataires et les créanciers.

c) La réduction du capital social, qu'elle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à ramener celui-ci au moins au minimum légal à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 9 - Libération des actions :

Lors de la constitution, les actions doivent être intégralement souscrites et immédiatement libérées au moins à hauteur de la moitié de leur valeur nominale.

Les actions souscrites en numéraire à l'occasion d'augmentations de capital doivent être immédiatement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois, sur appel du Conseil d'Administration, dans le délai de cinq ans à compter du jour de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce pour les actions souscrites à la constitution et pour celles souscrites à titre d'augmentation de capital, à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive. Dans le cas d'une augmentation de capital, la libération des actions peut avoir lieu par compensation avec des créances liquides et exigibles contre la société.

Les appels de fonds seront portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée à eux envoyée, avec accusé de réception, par le Conseil d'Administration à l'adresse qu'ils auront indiquée lors de la souscription des actions, quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement.

Le Conseil d'Administration a tous pouvoirs à l'effet de constater la réalisation de la libération partielle ou intégrale du capital et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Les actions attribuées en représentation d'un apport en nature ou à la suite de capitalisation de bénéfices, réserves ou primes d'émission, doivent être intégralement libérées dès leur émission.

Article 10 - Forme des actions :

Les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative.

Elles sont inscrites, pour chaque titulaire, dans un compte tenu par la société.

Ce compte est représenté par une fiche mentionnant :

- le nom ou la dénomination de l'actionnaire et tous les éléments complémentaires d'identification et le cas échéant la nature juridique de son droit,
- son numéro qui lui est attribué par la société,
- son adresse postale,
- sa résidence fiscale.

Article 11 - Transmission des actions :

I - La transmission des actions s'effectue par virement de compte à compte. La cession des actions ne peut s'opérer, à l'égard des tiers et de la société, que par un ordre de mouvement, signée du cédant ou de son mandataire.

Les changements dans la propriété des titres (cession, démembrement et mutations par suite de décès notamment) et éventuellement les actes de nantissement des titres sont inscrits par ordre chronologique sur un registre paraphé tenu par la société.

Périodiquement et au moins semestriellement et notamment, préalablement à la tenue de l'Assemblée Générale des actionnaires, les opérations inscrites au Registre paraphé sont portées aux comptes des titulaires.

Après inscription en compte, le registre paraphé est émargé de la date de mise à jour.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas transmissibles.

II - Les actions de numéraire et d'apport souscrites lors de la constitution de la société ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce.

Les actions de numéraire et d'apport souscrites lors d'augmentation du capital social de la société sont négociables dès la réalisation de l'augmentation de capital.

III - Les cessions d'actions entre actionnaires ainsi que les transmissions d'actions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, peuvent être effectuées librement.

Toutes autres cessions ou transmissions d'actions, en tout ou en partie même en ce qui concerne les droits démembrés sont soumises à l'agrément préalable du Conseil d'Administration.

La demande d'agrément qui est notifiée par le cédant à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, doit indiquer les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Le Conseil d'Administration doit statuer le plus rapidement possible sur cette demande et au plus tard, avant l'expiration du délai de trois mois, à compter du jour de sa notification.

La décision n'a pas à être motivée, et est immédiatement notifiée au cédant.

Si le Conseil d'Administration n'a pas fait cette notification dans le délai ci-dessus imparti, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'agrément est réputé acquis, même si sa décision est négative.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, le Conseil d'Administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un actionnaire ou par un tiers, soit avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital, à moins que le cédant ne notifie à la société, dans les quinze premiers jours de ce délai, le retrait de sa demande, ce droit lui étant reconnu.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Toutefois, l'actionnaire cédant aura la faculté, dés le refus d'agrément notifié par le Conseil, de notifier à la société, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa volonté, tout en admettant le principe de préemption ci-dessus visé, de ne voir racheter ses actions qu'à un prix qu'il estime minimum. Si le prix fixé par l'Expert lui est inférieur, l'actionnaire pourra alors rejeter la proposition d'acquisition qui lui est faite et conserver ses actions.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

En cas d'acquisition et en vue de régulariser le transfert au profit du ou des acquéreurs, le cédant sera invité par le Conseil d'Administration à signer l'ordre de mouvement dans un délai de dix jours.

Si le cédant n'a pas encore déféré à cette invitation dans le délai imparti, le transfert sera régularisé d'office sur simple décision du Conseil d'Administration, puis sera notifié au cédant dans les dix jours de sa date avec invitation de se présenter au siège social pour recevoir le prix de transfert, soit lui-même, soit par une autre personne dûment mandatée à cet effet.

Les notifications, significations et demandes prévues ci-dessus seront valablement faites, soit par un acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les dispositions du présent paragraphe III sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement, ainsi qu'aux cessions de droits préférentiels de souscription, ou de droits d'attribution en cas d'augmentation de capital social.

Dans l'hypothèse de vente aux enchères publiques, l'adjudication ne deviendra définitive qu'après agrément de l'adjudicataire et ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exercice éventuel du droit de préemption, ci-dessus prévu, à l'encontre de cet adjudicataire.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement d'actions dans les conditions prévues ci-dessus en cas de cessions d'actions à un tiers, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'Article 2078, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après cession, racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital.

Par contre, si un actionnaire vient à donner en nantissement ses actions sans le consentement exprès de la société, dans le cas où conformément à l'article 2078 du Code Civil, le créancier bénéficiaire du gage parviendrait à faire ordonner en justice que ce gage lui demeure en paiement, cette décision ne deviendra définitive qu'après agrément dudit bénéficiaire. En cas de refus d'agrément, il conviendra de se reporter à la procédure ci-dessus visée.

En cas de cession à un tiers du droit préférentiel de souscription à l'occasion d'une augmentation de capital par émission d'actions nouvelles de numéraire, et pour faciliter la réalisation de l'opération, l'exercice éventuel du droit de préemption ne s'appliquera pas directement à la cession qui demeurera libre et portera sur les actions nouvelles, souscrites au moyen de l'utilisation du droit de souscription cédé.

Le souscripteur de ces actions n'aura pas à présenter cette demande d'agrément, celle-ci résultera implicitement de la réalisation définitive de l'augmentation de capital et c'est à compter de la date de cette réalisation que partira le délai pendant lequel pourra être exercé le droit de préemption dans les conditions et selon les modalités prévues ci-dessus.

En revanche, la cession du droit à l'attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes d'émission ou de fusion, sera assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et devra donc donner lieu à la demande d'agrément.

Sauf en ce qui concerne l'acquisition par les salariés d'actions de la société ou de l'une de ses filiales, la société ne peut avancer des fonds, accorder des prêts ou consentir une sûreté en vue de la souscription ou de l'achat de ses propres actions par un tiers.

Article 12 - Constitution en gage des actions :

La constitution en gage des actions inscrites en compte est réalisée, tant à l'égard de la personne morale émettrice qu'à l'égard des tiers, par une déclaration datée et signée par le titulaire ; cette déclaration contient le montant de la somme due ainsi que le montant et la nature des titres constitués en gage.

Une attestation de constitution de gage est délivrée au créancier gagiste.

Les titres nantis doivent être virés à un compte spécial ouvert au nom du titulaire et tenu par la société.

Tout titre venant en substitution ou en complément de regroupement, de divisions, d'attributions gratuites, de souscription en numéraire ou autrement sont, sauf convention contraire, compris dans l'assiette du gage à la date de la déclaration prévue ci-dessus.

La prise en gage par la société de ses propres actions directement ou indirectement, est interdite.

Article 13 - Indivisibilité des actions :

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société et aux Assemblées Générales par un seul d'entre eux considéré par elle comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires ou spéciales.

Toutefois, l'usufruitier et le nu-propriétaire pourront déroger à la règle de l'alinéa précédent, sous réserve d'avoir notifié préalablement à la société par lettre recommandée avec accusé de réception, huit jours au moins avant le tenue de l'assemblée, la nouvelle répartition des droits qu'ils auront établie entre eux d'un commun accord.

Pour les titres remis en gage, le droit de vote est exercé par le propriétaire et non par le créancier gagiste.

Article 14 - Droits et obligations attachés aux actions :

Chaque action donne droit dans les bénéfices et dans l'actif social à une part proportionnelle au nombre des actions émises, et notamment au règlement de la même somme nette, pour toute répartition ou tout remboursement fait en cours de société ou lors de la liquidation.

En conséquence, toutes mesures devront être prises pour que chaque action bénéficie comme toutes les autres de toutes exonérations fiscales ou de toute prise en charge par la société d'impositions auxquelles les répartitions ou remboursements susvisés pourraient donner lieu.

Les actionnaires ne sont responsables des dettes sociales que jusqu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations suivent l'action quelqu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Les héritiers, créanciers, ayants droits ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière, dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou de toute autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer de droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

Article 15 - Nomination des membres du Conseil d'Administration :

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de vingt quatre membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

La durée des fonctions des Administrateurs statutaires est de trois années au plus ; elle est de six années au plus lorsque les administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire. Elle expire à l'issue de l'Assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et qui est tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les Administrateurs sont toujours rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire, même si cette révocation ne figure pas à l'ordre du jour.

Les Administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales ; ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était Administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Si celle-ci révoque son représentant, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement.

L'acceptation et l'exercice par une personne physique du mandat d'Administrateur entraînent l'engagement pour l'intéressé de déclarer à tout moment qu'il satisfait aux règles légales relatives au cumul du nombre des sièges d'Administrateurs et de Membre du Conseil de Surveillance de Sociétés Anonymes que peut occuper une même personne.

Un salarié de la société ne peut être nommé Administrateur que si son contrat de travail est antérieur à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. Toute nomination intervenue en violation de cette disposition est nulle ;toutefois, cette nullité n'entraîne pas celle des délibérations auxquelles a pris part l'Administrateur irrégulièrement nommé.

Le nombre des Administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des Administrateurs en fonction.

En cas de fusion, le contrat de travail peut avoir été conclu avec l'une des sociétés fusionnées.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions d'Administrateurs est fixée à quatre-vingts ans. L'Administrateur atteint par la limite d'âge sera considéré comme démissionnaire d'office à partir de la date de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire annuelle qui prendra acte de cette démission et nommera, le cas échéant, un nouvel Administrateur en remplacement. Toute nomination intervenue en violation de ces dispositions est nulle.

Article 16 - Vacance d'un ou plusieurs sièges d'Administrateurs :

Si un siège d'Administrateur devient vacant entre deux Assemblées Générales, par suite de décès, démission sauf dans le cas où le nombre des Administrateurs en exercice est inférieur à trois, le Conseil d'Administration peut procéder à des nominations à titre provisoire.

S'il ne reste que deux Administrateurs en fonctions, ceux-ci ou à défaut le ou les Commissaires aux Comptes, doivent convoquer immédiatement l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires à l'effet de compléter le Conseil.

Les nominations d'administrateurs faites par le Conseil d'Administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Article 17 - Qualité d'actionnaires des Administrateurs :

Chaque Administrateur doit être propriétaire de une action au moins.

Les Administrateurs nommés en cours de société peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent, dans le délai de trois mois, le devenir, à défaut de quoi, ils seraient réputés démissionnaires d'office.

Article 18 - Délibérations :

Les Administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil par tous moyens et mêmes verbalement et les frais de voyage sont à la charge de la société.

Pour la validité des délibérations, le nombre de ses membres présents doit être au moins égal à la moitié de celui des Administrateurs en exercice.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés ; en cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Article 19 - Procès-verbaux :

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial côté et paraphé, tenu au siège social.

La justification du nombre des Administrateurs en exercice et du nombre des Administrateurs ayant participé à la délibération résulte vis-à-vis des tiers de l'énonciation dans le procès-verbal tant des Administrateurs présents que de ceux absents, excusés ou représentés.

Les copies ou extraits des délibérations du Conseil d'Administration sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'Administration, un Directeur Général, l'Administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

Il est par ailleurs tenu un registre de présence qui est signé par les Administrateurs participant à la séance du Conseil d'Administration.

Article 20 - Pouvoirs du Conseil d'Administration :

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société et prendre toutes décisions relatives à tous actes d'Administration comme de Disposition ; le Conseil exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux Assemblées d'actionnaires.

Les décisions du Conseil sont exécutées soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par tout délégué spécial que le Conseil désigne.

Le Conseil peut conférer en outre, à l'un de ses membres ou à des tiers actionnaires ou non, des mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés, avec ou sans faculté pour les mandataires de consentir eux-mêmes toutes substitutions totales ou partielles.

Article 21 - Direction Générale :

Le Conseil d'Administration nomme parmi ses membres, un Président qui doit être une personne physique et qui assure, sous sa responsabilité, la direction générale de la société.

Il a de plein droit, dans la limite de l'objet social, tous pouvoirs pour assurer lesdites fonctions sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux Assemblées Générales et au Conseil d'Administration.

Sur la proposition du Président, le Conseil d'Administration peut, pour l'assister, lui adjoindre à titre de Directeur Général, soit un de ses membres, soit un mandataire choisi hors de son sein qui doit toujours être une personne physique. En accord avec son Président, le Conseil détermine l'étendue des pouvoirs délégués au Directeur Général et leur durée, sans que ces pouvoirs ne puissent excéder ceux du Président.

Si le capital vient à atteindre le montant déterminé par l'article 115 de la loi du 24 Juillet 1966, deux directeurs Généraux peuvent être nommés.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général est fixée à quatre-vingts ans.

Toute nomination intervenue en violation de cette disposition est nulle.

Lorsque l'intéressé a atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Article 22 - Rémunération des Administrateurs et de la Direction Générale :

I - L'Assemblée Générale peut allouer aux Administrateurs en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle à titre de jetons de présence et dont le montant est porté aux frais généraux de la société.

II - La rémunération du Président du Conseil d'Administration et celle du ou des Directeurs Généraux est fixée par le Conseil d'Administration. Elle peut être fixe ou à la fois fixe et proportionnelle.

III - Il peut être alloué par le Conseil d'Administration des rémunérations exceptionnelles pour des missions ou des mandats confiés à des Administrateurs. Dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Article 23 - Responsabilité des Administrateurs :

Le Président, les Administrateurs ou les Directeurs Généraux sont responsables envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés anonymes, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion, le tout dans les conditions et sous peine des sanctions prévues par la législation en vigueur.

Article 24 - Convention entre la société et un Administrateur ou Directeur Général :

I - Toute convention entre la société et l'un des Administrateurs ou Directeurs Généraux, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des Administrateurs ou Directeurs Généraux de la société est propriétaire, Associé en nom, Gérant, Administrateur ou Directeur Général de l'entreprise. L'Administrateur se trouvant dans les cas ainsi prévus est tenu d'en faire la déclaration au Conseil d'Administration.

L'Administrateur ou Directeur Général intéressé est tenu d'informer le Conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée. Le Président du Conseil d'Administration donne avis aux Commissaires aux Comptes de toutes conventions autorisées et visées ci-dessus et soumet celles-ci à l'approbation de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

II - Les Commissaires aux Comptes présentent sur ces conventions un rapport spécial à l'Assemblée qui statue sur ce rapport. L'intéressé ne peut prendre part au vote. Ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

III - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Administrateurs de la société, autres que les personnes morales, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux Directeurs Généraux et aux représentants permanents des personnes morales Administrateurs.

Elle s'applique également aux conjoints ascendants ou descendants de toutes les personnes visées au présent paragraphe ainsi qu'à toutes personnes interposées.

Article 25 - Commissaire aux Comptes :

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes remplissant les conditions d'éligibilité prévues par la loi.

Il est procédé à la nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

Les fonctions du Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer les titulaires prennent fin à la date d'expiration du mandat confié à ces derniers, sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Dans ce dernier cas, lorsque l'empêchement a cessé, le titulaire reprend ses fonctions après la prochaine assemblée générale qui approuve les comptes.

Ces Commissaires sont nommés pour une durée de six exercices. Leurs fonctions expirent à l'issue de l'Assemblée Générale qui statue sur les comptes du sixième exercice.

Article 26 - Attributions et rémunérations des Commissaires aux Comptes :

Les Commissaires aux Comptes effectuent les vérifications et contrôles et en établissent les rapports prévus par la loi.

Ils sont convoqués à la réunion du Conseil d'Administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé ainsi qu'à toutes les Assemblées d'actionnaires.

Leurs honoraires sont fixés conformément à la loi.

Les Commissaires aux Comptes peuvent toujours convoquer l'Assemblée Générale des actionnaires en cas d'urgence. Ils peuvent à toute époque de l'année, opérer les vérifications ou contrôles qu'ils jugent opportuns.

Article 27 - Convocation des Assemblées Générales :

L'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

En cas de démembrement des titres, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participation aux décisions collectives. A cette fin, ils sont convoqués et participent aux assemblées dans les mêmes conditions que les associés en toute propriété. Ils exercent dans les mêmes conditions leur droit de communication et reçoivent les mêmes informations, notamment en cas de vote par correspondance. Ils prennent part, s'ils le souhaitent, aux discussions qui précèdent le vote et leurs avis sont, le cas échéant, comme celui des autres associés, mentionnés au procès-verbal.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, il doit être réunie une Assemblée Générale Ordinaire.

Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi, quinze jours au moins à l'avance. Ce délai est réduit à six jours francs pour les Assemblées réunies sur deuxième convocation et pour les Assemblées prorogées.

La convocation des Assemblées Générales est faite, toutes les actions étant nominatives, par lettre recommandée, adressée à chaque actionnaire ou par lettre simple.

Les Assemblées Générales sont convoquées par le Conseil d'Administration. A défaut, elles peuvent également être convoquées par le ou les Commissaires aux Comptes en cas d'urgence, par le ou les liquidateurs en cas de dissolution de la société pendant la période de liquidation, par un mandataire désigné en justice à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou de plusieurs actionnaires représentant au moins le dixième du capital social.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu suivant les indications figurant dans les avis de convocation.

Les Assemblées Générales peuvent être réunies verbalement et sans délai, si tous les actionnaires y sont présents ou représentés.

Article 28 - Ordre du jour :

L'ordre du jour des Assemblées figure sur les avis ou lettres de convocation. Il est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, un ou plusieurs actionnaires ont la faculté de requérir dans les conditions déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs Administrateurs et procéder à leur remplacement.

L'ordre du jour d'une Assemblée ne peut être modifié sur deuxième convocation.

Article 29 - Admission aux Assemblées :

I - Tout actionnaire et, en cas de démembrement des actions, l'usufruitier comme le nu-propriétaire, a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations personnellement ou par un mandataire de son choix, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède sur simple justification de son identité.

II - Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire non privé du droit de vote ou par son conjoint ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agrées par le Conseil d'Administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.

III - Chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire réglementé. Les formulaires ne donnant aucun sens au vote ou exprimant une abstention sont considérés comme votes négatifs.

Article 30 - Tenue des Assemblées :

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un Administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'Assemblée présents et acceptants qui disposent du plus grand nombre de voix. Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence, dans les conditions fixées par la loi.

Article 31 - Procès-verbaux :

Les délibérations des Assemblées Générales sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social, côté et paraphé conformément aux prescriptions de l'article 85 du décret n° 67-236 du 23 Mars 1967.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'Assemblée sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'Administration ou par un Administrateur exerçant les fonctions de Directeur Général ou par le secrétaire de l'Assemblée.

Article 32 - Quorum et majorité de l'Assemblée Générale Ordinaire :

L'Assemblée Générale Ordinaire doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins des actions ayant le droit de vote. Si cette condition n'est pas remplie, l'Assemblée Générale réunie sur deuxième convocation délibère valablement quel que soit le nombre d'actions représentées. Dans les deux cas, les délibérations sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Pour le calcul du quorum, en cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'Assemblée. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

Article 33 - Attributions de l'Assemblée Générale Ordinaire :

L'Assemblée Générale Ordinaire entend les rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes et prend connaissance des comptes annuels.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette les comptes et statue sur l'affectation des résultats.

Elle nomme, remplace, renouvelle ou révoque les Administrateurs et Commissaires aux Comptes, et ratifie les nominations provisoires d'administrateurs.

Elle délibère sur toutes autres propositions à l'ordre du jour qui ne sont pas de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

En outre, l'Assemblée Générale Ordinaire peut être convoquée extraordinairement, chaque fois qu'il est nécessaire qu'elle se prononce sur une question de sa compétence.

Article 34 - Quorum et majorité de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

Sous réserve des exceptions prévues par la loi pour certaines augmentations de capital, (incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, même lorsque cette capitalisation est réalisée par élévation du nominal des actions.), l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le tiers des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Dans ces deux cas, les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme votes négatifs.

Article 35 - Attributions de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à apporter aux statuts dans toutes leurs dispositions, les modifications acceptées par la loi.

Elle est également seule habilitée à statuer, ces décisions impliquant obligatoirement la modification des statuts, compte tenu de l'objet spécifique de la société, sur la cession ou l'apport du fonds de commerce ou sa mise en location-gérance, la cession d'une branche d'activité, la cession de l'immeuble ou du droit au bail de la société, la cession du contrat de crédit-bail immobilier, le retrait ou le changement de l'enseigne sous laquelle est exploité le fonds de commerce, la conclusion ou la rupture de tout contrat de distribution ou d'approvisionnement, l'acquisition ou la cession de toute participation, ainsi que sur le pouvoir et les directives de vote à donner au représentant de la société dans les filiales pour la tenue de leurs assemblées extraordinaires dont les attributions devront être identiques aux présentes.

Mais, en aucun cas, elle ne peut, si ce n'est à l'unanimité des actionnaires augmenter les engagements de ceux-ci, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement des actions régulièrement effectué.

Article 36 - Droit de Communication des actionnaires :

Tout actionnaire et, en cas de démembrement des titres, l'usufruitier comme le nu-propriétaire conformément aux dispositions de l'article L 171 de la loi du 24 juillet 1966, a le droit d'obtenir communication et le Conseil d'Administration a l'obligation de lui adresser ou de mettre à sa disposition, les documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou de leur mise à la disposition des actionnaires sont déterminées par la loi et les décrets qui la complètent.

Article 37 - Exercice social :

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre de chaque année.

Article 38 - Inventaire - Comptes annuels :

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

Le Conseil d'Administration établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 39 - Fixation et répartition des bénéfices - Modalités en paiement des dividendes - Acomptes :

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Si tel est le cas, les sommes prélevées sur les réserves et ainsi distribuées appartiendront à l'usufruitier en cas de démembrement des titres.

Toutefois les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital. Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

L'Assemblée fixe les modalités de la distribution tant sur le plan des affectations que sur celui des mises en paiement qui ne peuvent être effectués qu'en numéraire.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient la connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 40 - Filiales et participation :

La société ne peut posséder d'actions d'une autre société si celle-ci détient une fraction de son capital supérieure à 10%. Sous cette réserve et dans le cadre de l'objet social, le Conseil d'Administration peut, pour le compte de la société, prendre des participations dans d'autres sociétés, sous la forme d'acquisition d'actions, apports en nature ou souscription d'actions nouvelles de numéraire.

Dans ce cas, le Conseil d'Administration doit en faire mention dans son rapport à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle et, si la participation excède la moitié du capital social de la tierce société, il doit en outre, dans le même rapport, rendre compte de l'activité de cette dernière et faire ressortir les résultats obtenus en groupant le cas échéant, s'il existe plusieurs filiales, les renseignements par branches d'activité.

En outre, il doit annexer à chaque bilan annuel un tableau faisant ressortir la situation des filiales et participations.

En cas de participations croisées, dont l'une excéderait dix pour cent, la situation devrait être régularisée conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Article 41 - Transformation :

La société peut se transformer en une société d'une autre forme si au moment de la transformation elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices. La décision de transformation est prise par les actionnaires sur le rapport des Commissaires aux Comptes, ce rapport atteste que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social. La décision de transformation est publiée conformément à la loi.

Article 42 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social :

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue au plus tard à la date de clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article 8 ci-dessus, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur des réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Ces dispositions ne seraient pas applicables si la société se trouvait en état de règlement judiciaire ou était soumise à la procédure de suspension provisoire des poursuites et d'apurement collectif du passif.

Article 43 - Dissolution - Liquidation :

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exerceront leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

En cas de liquidation, le produit net est employé à rembourser aux actionnaires le montant libéré et non amorti des actions qu'ils possèdent ; l'excèdent, s'il en existe, constituera le boni de liquidation et sera réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 44 - Contestations - Election de domicile :

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, sont soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du lieu du siège social de la société.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile dans le ressort du Tribunal compétent du siège social et toutes assignations et significations sont régulièrement délivrées à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.